

Mathieu Bock-Côté\*

## LA NOUVELLE IDENTITÉ MULTICULTURELLE ET LA BRUXELLISATION DE MONTREAL

La question linguistique s'est profondément transformée au cours des dernières années. Certes, ses paramètres fondamentaux ne changent pas : s'il n'y avait pas au Québec une vieille nation de langue et de culture françaises, il n'y aurait pas de question nationale québécoise. Mais cette chose dite, il faut en convenir, la question linguistique s'est métamorphosée et se configure dans une nouvelle culture politique de moins en moins héritière de la Révolution tranquille. Le Québec contemporain n'est plus celui des grandes luttes linguistiques qui ont éclaté avec les événements de Saint-Léonard et ont culminé dans la proclamation de la loi 101 non plus que celui de la contestation juridique systématique de nos lois linguistiques par le gouvernement fédéral comme on l'a vu à la fin des années 1980. Le contexte a changé et il faut voir quels paramètres le définissent pour comprendre adéquatement ce qu'on pourrait appeler «la nouvelle question linguistique» qui s'emboîte évidemment dans une «nouvelle question nationale». Ce contexte, c'est celui qui s'est mis en place avec la culture politique post-référendaire et la reconstruction multiculturelle de la société québécoise. Un contexte

---

\* Auteur de *La dénationalisation tranquille* (Boréal, 2007)

\*\* Texte d'une conférence prononcée lors de la table-ronde sur l'avenir du français organisée par le Parti québécois de Sainte-Marie—Saint-Jacques, 18 juin 2009, Montréal.

marqué par la conversion des souverainistes eux-mêmes au multiculturalisme et la dénationalisation d'une société québécoise qui voyait censurée son identité et confisquée sa souveraineté. C'est cette culture politique qui a imposé avec la controverse des accommodements raisonnables et la réémergence de la question de l'identité nationale dans l'espace public<sup>1</sup>. Autrement dit, la question du français traverse aujourd'hui la question de l'identité québécoise. Elle ne la résume pas pour autant.

Le multiculturalisme est le système idéologique dominant de notre temps. Il n'est pas le fruit d'une évolution naturelle des sociétés démocratiques vers la découverte et la reconnaissance de la diversité mais plutôt la conséquence de leur métamorphose politique pilotée par les institutions associées à la *new class* sortie des *radical sixties*. C'est d'ailleurs pour cela que le multiculturalisme trouve ses partisans les plus zélés dans l'intelligentsia, la technocratie et les médias, parce qu'il annonce l'utopie transformatrice censée régénérer le monde à même l'idéal d'une diversité que les professions idéologiques auront le mandat historique de concrétiser. La conversion des sociétés occidentales au multiculturalisme est une conversion forcée, pilotée par une technocratie militante qui a détourné les institutions publiques de leur fonction protectrice pour les mettre au service d'une politique thérapeutique censée reprogrammer l'identité des collectivités selon le modèle de l'égalitarisme identitaire. Le multiculturalisme pose une césure définitive dans l'histoire des vieilles nations occidentales entre le temps de «l'homogénéité nationale» et celui de «l'hétérogénéité multiculturelle». La première époque est assimilée à

---

<sup>1</sup> Sur cette question, je me permets de référer à mon ouvrage *La dénationalisation tranquille*, Boréal, 2007 ainsi qu'à Mathieu Bock-Côté, «La fabrique du multiculturalisme: le cours ECR en contexte», *L'Action nationale*, septembre 2009, p.18-32.

une grande noirceur idéologique et la seconde aux lumières d'une renaissance cosmopolite. L'État-nation, évidemment, est assimilé à l'obscurantisme d'une civilisation qui ne s'était pas encore recréée grâce au génie de la différence. La question s'ouvre alors nécessairement : comment défendre l'existence historique d'un peuple dans une société traversée par la dynamique idéologique de l'utopisme multiculturel qui prétend la régénérer en la vidant de son substrat identitaire et culturel pour en faire le réceptacle d'une expérimentation sociale à grande échelle qui relève de la fabrication idéologique de la réalité ?

L'actualité abonde de cas et d'exemples qui sont autant de symptômes de la reconstruction multiculturelle de l'identité québécoise. Au mois de juin dernier, le système médiatique mettait en scène une controverse sur la tenue d'une fête de quartier bilingue dans le cadre des célébrations de la Fête nationale<sup>2</sup>. Non-événement, décrétèrent plusieurs, non sans bonnes raisons, sinon qu'il s'agissait d'un événement symptomatique du déchaînement du multiculturalisme sur la société québécoise. D'ailleurs, quelques mois auparavant, Guy A. Lepage, avait rendu public son désir d'inscrire certaines chansons en langue anglaise au spectacle du parc Maisonneuve dont il venait tout juste d'être nommé animateur. Guy A. Lepage annonçait à ce moment que son spectacle s'ouvrirait à la chanson anglophone pour s'assurer qu'il représente bien un Québec ouvert sur le monde et cosmopolite. D'ailleurs, l'article consacré à la nomination de Guy A. Lepage avait pour titre : « Guy A. veut une Saint-Jean ouverte sur le monde<sup>3</sup> », manière comme une autre de dire que celles d'avant son arrivée en poste ne l'étaient pas assez.

---

2 Cette controverse est remarquablement reconstituée dans Carl Bergeron, « Je suis un souverainiste, mais ... Analyse d'une imposture rhétorique », *L'intelligence conséquente*, 20 juin 2009.

3 Mario Cloutier, *La Presse*, 12 mars 2009

La Fête nationale devait rassembler tous les Québécois, de toutes les langues et de toutes les cultures, sans quoi elle serait « fermée sur le monde ». Elle ne devrait pas privilégier la culture générée par l'expérience historique de la collectivité, avec ses œuvres passées au rang de classiques, qui représentent une cristallisation de l'identité nationale autour de certains morceaux choisis, mais bien les productions de l'industrie culturelle située administrativement sur le territoire québécois, sans pour autant réclamer que ces chansons expriment d'une manière ou de l'autre la personnalité collective de la nation.

### **La nouvelle identité montréalaise: idéologie, démographie et institutions**

On connaît la mise en scène médiatique, conforme comme il se doit à la rhétorique progressiste: d'un côté l'ouverture sur le monde, de l'autre la crispation identitaire. D'un côté la démocratie multiculturelle, de l'autre le populisme xénophobe. Le système idéologique dominant ne laisse pas de place à l'ambiguïté: les contradicteurs du multiculturalisme sont au mieux des citoyens atteints de frilosité identitaire, au pire, des racistes. Les chroniqueurs qui représentent le système idéologique dominant, surtout ceux de *La Presse*, il faut bien le dire, ont participé à une opération de lynchage médiatique pour disqualifier tous ceux qui résistèrent à la reprogrammation multiculturaliste de la Fête nationale. André Pratte s'est ainsi réclamé du « nationalisme d'ouverture » contre une « vieille garde frileuse » en faisant du multiculturalisme la condition de la modernité québécoise<sup>4</sup>. « Le Québec ne survivra comme société originale en Amérique du Nord que s'il demeure français. Il ne se développera comme société moderne que s'il est ouvert sur le monde et multiculturel ». Contre le vieux nationalisme centré sur

<sup>4</sup> André Pratte, « Le nationalisme d'ouverture », *La Presse*, 17 juin 2009.

la langue et la mémoire, «le Québec moderne s'est levé». Cette rhétorique était aussi celle d'Alain Dubuc qui profitera de l'affaire Pélican pour dénoncer les «ayatollah de la québécoïté», en assimilant la critique du multiculturalisme au fanatisme totalitaire<sup>5</sup>. Sans surprise, convenons-en. Il suffit de relire *À mes amis souverainistes* d'Alain Dubuc pour se faire une idée de la criminalisation du nationalisme historique dans le système idéologique dominant. L'alternative qu'y posait Dubuc était entre l'ouverture et l'intolérance, aussi bien dire entre la modernité et le fascisme<sup>6</sup>. Un «fascisme culturel bon chic bon genre» qu'aura aussi cru repérer Yves Boisvert dans le grand procès mené contre les détracteurs d'une Saint-Jean dénationalisée<sup>7</sup>.

Le fascisme: rien de moins! Tout cela va de soi pour le multiculturalisme idéologique qui s'installe aux affaires partout en Occident. Le multiculturalisme reconfigure l'espace public des sociétés où il se déploie en pathologisant systématiquement un nationalisme historique faisant le procès non pas des «dérives du multiculturalisme», mais du multiculturalisme comme dérive. Il diabolise, il criminalise, il stigmatise ceux qui refusent la conversion de la communauté politique à la société des identités. Il ne faut pas mettre la faute sur le multiculturalisme canadien, le multiculturalisme québécois, qui ne porte pas officiellement ce nom par souci tactique, fait de même.

La référence au «multiculturalisme québécois» n'est pas trop forte. Il s'articule toujours à la sacralisation du pluralisme identitaire montréalais, celui d'une métropole trans-

---

5 Alain Dubuc, «Les ayatollah de la québécoïté», *La Presse*, 17 juin 2009.

6 Alain Dubuc, *À mes amis souverainistes*, Montréal, Éditions Voix Parallèles, 2008. J'ai recensé sévèrement l'ouvrage d'Alain Dubuc dans *L'Action nationale* de février 2009.

7 Yves Boisvert, «Une fête «nationale», hein?», *La Presse*, 15 juin 2009.

formée par une immigration soutenue qui en a métamorphosé sa morphologie culturelle. Car le multiculturalisme québécois s'inscrit en fait sous la référence montréalaise, décrétée nouveau cadre d'une modernité approfondie appelée à se détacher du Québec historique. Le multiculturalisme s'accouple désormais systématiquement avec une défense de la «nouvelle identité montréalaise», qui trouverait justement dans son apologie de la «diversité» sa marque distinctive. C'est d'ailleurs avec cet argument que Guy A. Lepage justifiait la dénationalisation de la Saint-Jean-Baptiste. «Montréal a changé. Je suis très content d'animer cette soirée dans ma ville natale. J'ai vécu comme citoyen tous les changements démographiques et ethniques. J'aime ma ville, ce qu'elle est et à quoi elle ressemble. Je suis très fier de Montréal<sup>8</sup>». Désormais, la Fête nationale ne devait pas célébrer les quatre siècles d'expérience historique québécoise, non plus que les luttes nationales d'un peuple qui s'est maintenu dans l'adversité, mais bien le Montréal multiculturel qui serait son véritable fleuron, le point d'aboutissement de la modernité québécoise.

Il y avait dans la déclaration de Guy A. Lepage le symptôme d'une des dynamiques les plus inquiétantes de la société québécoise contemporaine, soit la désaffiliation de Montréal par rapport à l'ensemble de la société québécoise. Montréal, ou si on préfère, le montréalisme, cette idéologisation de «l'identité montréalaise» semble de plus en plus une porte privilégiée pour sortir de l'identité québécoise, pour se désaffilier d'une communauté nationale dont on ne souhaite plus assumer le destin. Il faut encore une fois suivre la pensée de Guy A. Lepage pour se représenter la dynamique idéologique et identitaire qui traverse une fraction considérable des élites québécoises, surtout celles des milieux qui

8 Mario Cloutier, «Saint-Jean: Guy A. Lepage veut une fête ouverte sur le monde», *La Presse*, 12 mars 2009.

se croient évolués. Dans un entretien à *L'Actualité* de janvier 2008, Guy A. Lepage prenait la peine de définir lui-même la transformation de son sentiment d'appartenance au fil des années.

On s'identifie de plus en plus à l'endroit d'où l'on vient. Pendant des années, je me suis dit: je suis un Québécois par rapport au Canada, un indépendantiste par rapport aux fédéralistes. Je me rends compte que, de plus en plus, je suis un Montréalais. C'est mon identité. Et la plupart des gens qui pensent comme moi viennent de Montréal. [...] J'ai plus de complicité et d'intérêts en commun avec des gens qui vivent à San Francisco, Barcelone, Stockholm ou New York qu'avec des gens des régions du Québec<sup>9</sup>.

Il y avait dans cette déclaration une arrogance terrible consistant à faire de «l'identité choisie» l'occasion et le prétexte pour les jeunes élites métropolitaines de leur désaffiliation avec la communauté historico-politique québécoise. Elle permet à la fois aux élites de se désaffilier d'un cadre politique dans lequel elles ne veulent plus investir leur destin et aux communautés affinitaires, qu'elles soient culturelles ou esthétiques, de réclamer des droits particuliers leur permettant de se déprendre des contraintes institutionnelles générées par le cadre national. Cela n'empêche pas l'animateur de *Tout le monde en parle* d'avoir néanmoins son public dans le Québec francophone qui, quoi qu'on en pense, n'est pas d'abord localisé dans le Montréal cosmopolite et multiethnique, non plus que dans les grandes métropoles de l'univers mondialisé. Guy A. Lepage a beau ne plus appartenir mentalement au Québec, ce dernier est néanmoins le seul endroit sur terre, pour l'instant du moins, à porter le moindre intérêt à son travail. Autrement dit, cette élite «franco-montréaliste» ne semble pas comprendre qu'en

---

<sup>9</sup> Cité dans Pierre Cayouette, «RBO se met à table», *L'Actualité*, janvier 2008, p.26.

dédaignant le Québec francophone et en resserrant l'espace de son appartenance à la seule métropole, elle sacrifie ainsi les conditions sociologiques de sa propre reproduction en se détachant du marché – et notamment son marché culturel – qui rend possible son inscription institutionnelle, qui lui permet d'éviter sa marginalisation dans la « cité » à laquelle elle entend pourtant désormais réserver son appartenance.

Aussi insensée soit-elle, cette déclaration de la figure médiatique exemplaire du souverainisme progressiste, multiculturel et postmoderne était et demeure représentative de la sensibilité identitaire d'une bonne part de l'élite québécoise. Le lexique identitaire contemporain en est symptomatique : nomadisme, cosmopolitisme, multiculturalisme, identités multiples, tels en sont les grands mots. On remarquera qu'aucun ne désigne des appartenances historiquement circonscrites, politiquement délimitées, culturellement assumées. Le laboratoire montréalais est le lieu où l'identité nationale est appelée à se disloquer pour faire place à l'individualisme libertaire des modernes qui retrouvent dans le festivismus multiculturel l'accomplissement identitaire du radicalisme des *sixties*.

Cette nouvelle dynamique identitaire, elle traverse surtout les élites qui ont les moyens d'évoluer dans les espaces de la mondialisation culturelle et économique, en migrant d'un aéroport à l'autre en se croyant appartenir à la communauté des nomades mondialisés. Ces élites se reconnaissent comme l'avant-garde éclairée d'une nouvelle civilisation en plein déploiement, une civilisation multiculturelle, festive et technologique. Les élites économiques, académiques et culturelles en sont principalement porteuses, comme on peut le constater périodiquement avec les lamentations des gens d'affaires qui réclament une augmentation de l'immigration non-francophone pour favoriser la « vitalité » de la

métropole tout en se désolant des entraves politiques québécoises qui empêcheraient Montréal de s'investir sans médiation politique nationale dans la civilisation postmoderne<sup>10</sup>. Isabelle Hudon a déjà parlé de la « cause de Montréal » en rêvant d'importer dans la métropole le siège des Nations unies, ce qui aurait consacré sa vocation mondialisée<sup>11</sup>.

Cette dynamique idéologique a été un temps repérable sur la scène politique municipale avec la candidature de Benoit Labonté qui entendait non pas *administrer* Montréal, mais bien la *gouverner* à la manière d'une Cité-État. En la matière, le vocabulaire n'est pas innocent. Benoit Labonté parlait très bien le langage de son époque en annonçant la fin de l'État-nation et l'avènement d'une civilisation post-nationale où les métropoles seraient des acteurs de premier plan. Hier la nation, demain la mondialisation avec ses grandes métropoles. En fait, la nation relèverait de la préhistoire de la démocratie. Benoit Labonté était un homme conséquent et parlait même d'un « peuple montréalais » au point de souhaiter une accélération de l'immigration pour transformer définitivement le substrat démographique montréalais et consacrer sa différenciation identitaire d'avec l'ensemble de la société québécoise<sup>12</sup>.

À terme, devrait surgir de l'hybridité montréalaise une identité nouvelle, multiculturelle et polyglotte, qui serait en fait un condensé identitaire du cosmopolitisme mondialisé. La cité serait un espace plus approprié que la nation pour

---

10 Paul Journet, « Montréal, ville de créateurs », selon Rozon », *La Presse*, 13 février 2009. On consultera la réplique du conseiller municipal Gilles Grondin, « Pas question de dénationaliser Montréal », *Le Soleil*, 12 mai 2009.

11 *La Presse*, « L'ONU dans la mire de Montréal », 20 octobre 2007.

12 Sur la pensée politique de Benoit Labonté, je me permets de référer à Mathieu Bock-Côté, « Montréal n'est pas une patrie », *L'Action nationale*, Avril 2008.

accueillir une pluralité identitaire appelée à transformer radicalement le lien politique – la chose est confirmée, d'ailleurs, par le surinvestissement de la scène politique municipale par les « communautés culturelles » et les nouveaux mouvements sociaux qui voient leur capacité d'influence décuplée dans la mesure où ils n'ont plus à inscrire leurs préoccupations dans le calcul plus général de l'intérêt national.

La dynamique idéologique qui travaille à la dénationalisation de la métropole s'est concrétisée depuis les années 1990 dans une transformation exceptionnelle de son substrat démographique, certainement la variable la plus lourde dans sa métamorphose identitaire. Disons-le autrement : si l'identité nationale est en régression idéologique à Montréal, c'est aussi parce qu'elle est en régression sociologique. Montréal se dénationalise à grande vitesse. On nous dit souvent que Montréal est une ville de métissage et qu'il y a relativement peu de ghettos immigrés qui s'y sont formés. Ce n'est bien évidemment pas aussi vrai qu'on le répète souvent, comme en ont témoigné les événements de Montréal-Nord qui laissent croire à une prochaine implosion de certains quartiers recyclés dans le communautarisme identitaire et victimaire. Mais le jovialisme consensuel masque une réalité autrement plus inquiétante qu'on ne peut rendre qu'avec une boutade : c'est qu'à Montréal, les ghettos sont québécois.

Il y a encore quelques quartiers où la référence nationale est la norme, où il est possible non seulement d'évoluer dans les termes mondains d'une francophonie cosmopolite, mais bien dans les paramètres de la culture québécoise. Ils sont de moins en moins nombreux. À moins d'abolir la réalité dans l'utopisme thérapeutique et multiculturel d'une société sans matière historique propre, il faut pourtant consentir à une vérité élémentaire : pour que l'intégration substantielle

des immigrés soit une réussite sociologique, ces derniers doivent être proportionnellement minoritaires devant une population d'accueil indispensable à leur acculturation véritable. Il faut une masse critique de porteurs de l'identité nationale pour s'assurer de l'intégration des immigrés. Cette masse critique de porteurs historiques de l'identité québécoise ne se trouve plus dans la métropole et elle s'y trouvera de moins en moins avec les années. À partir d'un certain seuil qu'on peut difficilement définir scientifiquement mais qu'on peut aisément deviner en se fiant au sens commun, on aura beau renforcer les lois linguistiques, multiplier les politiques d'intégration et augmenter les fonds qui y sont consacrés, rien n'y fera, la loi d'airain de la démographie déploiera ses nécessaires conséquences et la réalité identitaire de la métropole se transformera définitivement. Un nouveau peuple naît à Montréal en ce moment, parce que la dynamique sociale et identitaire travaille à son accouchement. Jean-François Lisée disait récemment des populations issues de l'immigration en Ontario qu'elles ne comprenaient pas spontanément la question du Québec dans le Canada<sup>13</sup>. On pourrait dire semblablement que celles issues de l'immigration au Québec ne comprennent pas aisément celle du français comme langue identitaire pour la société québécoise, comme le confirmait d'ailleurs un sondage paru en juin 2009 sur la question<sup>14</sup>. L'avenir du français est une préoccupation principalement portée par la majorité francophone - et ceux qui se sont assimilés à elle, cela va de soi.

La dénationalisation du substrat identitaire et démographique de la métropole devrait normalement inciter les autorités à contenir cette tendance problématique pour l'ave-

13 Je me réfère à la version complète du texte parue sur le site *vigile.net*. Jean-François Lisée, «Tâche ingrate pour l'idée fédérale», 12 juin 2009.

14 Marco Bélair, «Le français à Montréal: 90% des francophones sont inquiets», *Le Devoir*, 22 juin 2009.

nir de la nation mais pourrait aussi accentuer la tentation démissionnaire d'une classe politique elle-même persuadée des vertus du multiculturalisme. Sans surprise, c'est la deuxième avenue qui est privilégiée. Les institutions prennent le pli du multiculturalisme idéologique et vont même jusqu'à redéfinir la notion d'intégration pour la rendre de moins en moins contraignante et substantielle.

À Montréal, le bilinguisme administratif et institutionnel est la norme pour les institutions québécoises, mêmes celles qui représentent le plus officiellement l'État. Nulle part la chose n'est plus visible que sur le plan des institutions scolaires. On le sait, il est possible pour plusieurs communautés et en fait, pour l'ensemble des anglophones et allophones, de parcourir tous les échelons de l'ascension sociale sans sérieusement avoir à se coller à la culture québécoise, et sans encore moins avoir à s'y intégrer. Il y a à Montréal un dispositif scolaire qui permet de s'extraire dès la sortie du secondaire des institutions nationales et de ne plus jamais avoir à y remettre les pieds, sauf pour les rencontres occasionnelles nécessaires au renouvellement de différents permis et documents administratifs, et même à ce niveau, Robert Dutrisac nous a appris que les communautés culturelles font systématiquement affaire avec l'État québécois en anglais, parce que celui-ci, au nom de la « diversité », de « l'ouverture à l'autre » et de « l'approche client », en fait, du multiculturalisme, consent à augmenter son offre de service en anglais pour ne pas déplaire à ses nombreuses clientèles ethniques<sup>15</sup>. Ajoutons que le système universitaire montréalais accélère pratiquement la bilinguisation de la métropole et que la croissance de l'université Concordia est très certainement, selon la formule de Robert Laplante, l'expression institutionnelle de l'échec radical de nos politiques d'inté-

15 Robert Dutrisac, « Québec s'adresse en anglais au trois quart des immigrants allophones », *Le Devoir*, 8 avril 2008.

gration. La prochaine construction des deux CHU, cela va sans dire, consacrer cette dynamique institutionnelle qui assure la marginalisation du fait français dans la métropole. À travers cela, ce qu'on constate, c'est que même à travers les services publics, le «peuple montréalais» n'aura plus à entrer en contact avec la société québécoise, avec la majorité francophone, avec sa culture.

### La bruxellisation de Montréal

Nous assistons à l'érosion de la légitimité nationale sur le territoire d'une métropole se reconstruisant contre la figure du Québec historique qui sert de repoussoir idéologique et identitaire au nouveau Montréal multiculturel à la manière d'une caricature de ce dont il doit se déprendre. La controverse des accommodements raisonnables en a fourni l'exemple lorsque le système idéologique dominant fit de l'analphabétisme idéologique des Québécois des «régions» la cause principale de la remise en question du multiculturalisme, à la différence des Montréalais francophones qui y évolueraient naturellement, sans y voir le moindre problème. L'Amérique connaît ses *rednecks*, la France connaît ses beaufs, le Québec connaît ses Québécois des régions, ses colons ou ses «cous bleus», pour reprendre l'expression à la mode popularisée par Gilles Duceppe. C'est à Montréal que se consacre l'inversion du devoir d'intégration et les francophones de l'île, à tout le moins ceux qui veulent profiter des possibilités d'ascension sociale qui s'y trouvent, doivent s'intégrer à la nouvelle identité montréalaise, multiculturelle et bilingue, et consentir à la recomposition de leurs références culturelles sur une nouvelle scène politique qui ne sera plus celle du Québec national. Conséquence de cela, il n'est plus légitime d'imposer le français à Montréal, là où pourtant l'identité nationale est en pleine régression sociologique. Il est encore moins légitime de destiner les immigrés mon-

tréalais à l'intégration nationale, à la prise du pli identitaire de la société d'accueil. Montréal n'a plus à s'inscrire sous la référence nationale. Au contraire, elle réclame et réclamera de plus en plus un statut de société distincte, faite pour les exilés de l'intérieur et de l'extérieur désirant soustraire leur individualité de l'identité nationale. À terme, les francophones de Montréal sont laissés à eux-mêmes, sans rapports de force, en consentant à leur liquidation dans un grand bazar identitaire où ils ne seront plus qu'une communauté parmi d'autres. Historiquement, pourtant, c'est parce qu'ils pouvaient s'appuyer sur l'existence du peuple québécois constitué en communauté politique dépositaire d'une certaine souveraineté que les francophones de Montréal sont parvenus à sortir de la logique de marginalisation où ils étaient contenus. À moins, on pourrait parler d'un effritement de la solidarité nationale.

La figure qui s'impose est celle de la bruxellisation de Montréal, celle d'une métropole se désaffiliant de l'espace national où elle s'inscrit administrativement pour se recomposer sur le plan politique et identitaire à la manière d'une cité-État trouvant dans la mondialisation multiculturelle sa civilisation d'appartenance. Les conséquences pratiques ne manquent pas et l'une d'entre elle touche à l'avenir même du mouvement national avec sa prétention à mener à terme la lutte pour l'indépendance politique. Si jamais nous gagnons un référendum sur la souveraineté dans une dizaine ou une douzaine d'année, ce ne sont pas seulement les municipalités du West Island qui s'engageront dans une dynamique de partition pour réclamer leur rattachement au Canada fédéral, mais c'est bien l'ensemble de Montréal qui risque de réclamer un statut politique autonome. Tout comme le statut de Bruxelles bloque l'accession de la Flandre à l'indépendance, le statut de Montréal transformera en impossibilité pratique l'indépendance du

Québec, à moins de consentir au sacrifice d'une métropole dont l'évolution identitaire et socio-démocratique justifiera sa sécession de l'ensemble québécois. Cette cassure, elle est déjà visible politiquement et l'analyse des résultats de l'élection du printemps 2007 laisse deviner sa profondeur. Il ne faut pas oublier qu'en 2007, une coalition nationaliste de remplacement, incarnée par l'ADQ, est parvenue à se hisser au statut d'opposition officielle sans faire élire un seul député à Montréal et que si des élections avaient eu lieu tout au long de l'année 2007, l'ADQ aurait bien pu se hisser au gouvernement sans avoir un seul député dans la métropole. On pouvait soit y voir la conséquence de la désaffiliation de Montréal, soit son expulsion du Québec par les régions et les banlieues qui considèrent désormais Montréal comme une métropole étrangère. Dans les deux cas, la fracture identitaire de la société québécoise se traduit par une nouvelle géographie politique qui se traduira probablement dans les années à venir par l'importance croissante de la politique municipale montréalaise et son insertion dans la stratégie fédérale du Canada des grandes villes.

### **La transgression idéologique comme stratégie politique**

Il n'y a plus de nationalisme possible sans réalisme, sans un sens des réalités très poussé nous permettant de comprendre que ce n'est pas aimer le Québec que d'aimer ce qu'il devient. Si l'on veut rouvrir la question linguistique dans une perspective qui ne se contente pas de faire du français un élément composite de la nouvelle identité montréalaise, il faudra mener une critique déterminée du système idéologique dominant et des élites qui ont transformé le multiculturalisme en religion d'État. Dans les sociétés contemporaines, la transgression idéologique est certainement une des stratégies politiques les plus payantes pour les mouvements conservateurs appelés à faire le procès

d'un système fondé sur la censure de l'expérience historique des sociétés occidentales, comme on l'a vu avec l'ADQ et la crise des accommodements raisonnables et la controverse entourant le projet de loi 195 à l'automne 2007, qui a tourné encore une fois à l'avantage de ceux que les médias stipendiaient. Car le système idéologique dominant est discrédité sur le plan démocratique, il repose moins sur l'adhésion populaire que sur ses capacités d'intimidation et de censure. Il y a un parti médiatique porteur d'une vision propre de la société et ce n'est qu'en le contestant explicitement qu'il deviendra possible d'élargir l'espace du pensable, et par là, l'espace du possible. Il ne faut plus se représenter le monde médiatique comme l'espace dans lequel se mène le débat politique mais bien comme un des acteurs les plus puissants de ce débat politique. Un acteur qui tire sa puissance de sa capacité à déterminer les critères du pensable et de l'impensable en mettant en scène les controverses politiques à l'avantage du progressisme dominant. Tout cela est encore plus vrai au Québec où le multiculturalisme se construit contre une souveraineté populaire confisquée par la technocratie pluraliste. Sans la levée de cette censure idéologique, la question de Montréal demeurera un fantasme déréalisant ou demeurera dans le domaine de l'impensable politique, où sont déportées les préoccupations qui entrent en contradiction avec le multiculturalisme.

La première censure à lever est celle qui est posée sur la question de l'immigration, ce qui n'ira pas sans risque, ce qui ne se fera pas sans courage. Depuis les propos de Jacques Parizeau sur le rôle du vote ethnique dans la défaite référendaire de 1995, l'immigration est un tabou au Québec et nul ne peut contester la propagande officielle qui l'entoure sans risquer les pires épithètes. Pour avoir seulement contesté la hausse des quotas d'immigration, sans même plaider pour leur réduction, Mario Dumont au printemps

2008, a subi les foudres de la caste médiatique qui l'a accusé sans gêne de racisme et de xénophobie, de pratiquer une politique assimilable à celle de l'extrême-droite, Maka Kotto, le député péquiste, allant jusqu'à assimiler le discours de l'ADQ au «lepénisme» français<sup>16</sup>, comme si la question de l'immigration, dans une société moderne, ne relevait pas de la discussion publique et devait être confiée aux seuls experts qui partagent tous sans surprise la même vision de ses bienfaits et de sa nécessité – un mythe déconstruit fort brillamment par Benoit Dubreuil en rappelant la contradiction publique entre un discours célébrant à la fois la nécessité économique d'une immigration massive et le constant rappel des ratés de l'intégration au marché du travail des communautés immigrantes<sup>17</sup>.

Il ne fallait pas se surprendre, d'ailleurs, que 51% des Québécois, dans un climat marqué par la censure intégrale de la question de l'immigration et la diabolisation de ceux prenant le risque de la transgresser, trouve néanmoins le moyen d'appuyer le chef adéquiste en allant même plus loin que lui<sup>18</sup>. Le mythe de l'intégration réussie doit se dégonfler. Si la plupart des immigrés s'intègrent bien à la nouvelle identité montréalaise, ils ne s'intègrent qu'en une proportion encore trop faible à l'identité québécoise. Comme l'a soutenu Christian Dufour, le Québec ne devrait pas se sentir «condamné à approuver automatiquement l'augmentation des niveaux d'immigration<sup>19</sup>». L'immigration n'a pas vocation à augmenter systématiquement et si le Québec peut

16 La Presse canadienne, «Mario Dumont veut pouvoir parler d'immigration comme il l'entend», *Le Devoir*, 26 et 27 avril 2008.

17 Benoit Dubreuil, «Immigration et intégration des immigrants: passer de l'impossible à l'envisageable», à paraître.

18 Kathleen Lévesque, «Immigration: 51% des Québécois appuient la thèse de Dumont», *Le Devoir*, 25 avril 2008

19 Christian Dufour, *Les Québécois et l'anglais: le retour du mouton*, Montréal, LER, 2008, p.141.

continuer à accueillir une part raisonnable d'immigrés chaque année, il n'a pas pour autant à se définir obligatoirement comme un pays d'immigration où cette dernière aurait pour vocation de remplacer la population d'accueil. On ne parlera jamais sérieusement de la question de l'identité québécoise si on ne pose pas au même moment celle de nos capacités réelles d'intégration, qui ne sont certainement pas aussi élevées que nous le répètent les zéloteurs de la religion multiculturelle.

La deuxième censure est celle posée par le multiculturalisme qui, au Québec comme ailleurs, entraîne les peuples à se laisser culpabiliser, à se reconnaître dans une image dégradée de leur histoire, de leur passé, ce qui les convainc conséquemment de renoncer à leur héritage historique propre pour plutôt se fondre dans la nouvelle civilisation multiculturelle. La méthode est simple : la criminalisation de l'expérience historique de nos sociétés, jugées coupables de racisme, de sexisme et d'homophobie, justifie leur déconstruction administrative et leur reconstruction intégrale selon les préceptes de l'égalitarisme identitaire. C'est parce que toute la tradition est contaminée qu'elle doit être liquidée et que la société doit s'emplier d'une nouvelle définition d'elle-même. La nation est appelée à se convertir au multiculturalisme et les immigrants n'auraient pas à prendre le pli de la première mais bien du second. Le multiculturalisme entend convertir la démocratie à la politique de la reconnaissance en en faisant le critère pour évaluer son libéralisme, avec pour conséquence l'appel à décentrer la communauté politique de son héritage fondateur pour plutôt la recomposer selon la dynamique du pluralisme identitaire. C'est cette censure qui cherche à nous convaincre qu'il est illégitime d'intégrer les immigrants non seulement aux chartes de droits et aux valeurs qu'elles incarnent, mais aussi et surtout au substrat culturel de la nation, à son identité historique. Il

faudra réaffirmer la légitimité d'une définition de la société québécoise, de la communauté politique québécoise, en tant qu'expérience historique appelée à exprimer un peuple particulier n'ayant aucune vocation à se dissoudre dans les paramètres de l'universalisme progressiste.

La troisième censure est celle de la paix linguistique. Le Québec ne vit pas une situation de paix linguistique en ce moment. Loin de là. Sa métropole est plutôt soumise à une transformation linguistique incessante qui sous le signe du progrès du bilinguisme, neutralise pratiquement le français comme norme politique, culturelle, économique et administrative. Mais cette réalité, les élites ne veulent pas la reconnaître et préfèrent rationaliser systématiquement la régression sociologique de l'identité québécoise dans la métropole en y reconnaissant plutôt le signe d'une hybridation identitaire sans précédent qui donnerait sa véritable originalité à la métropole. C'est seulement en reconnaissant le caractère très critique de la situation linguistique qu'il sera possible de penser les mesures qui s'imposent pour assurer un authentiquement redressement national, parmi celles-ci, la francisation des services gouvernementaux dans les rapports avec les communautés immigrées, l'extension de la loi 101 au niveau collégial et la réorientation complète du projet des deux CHU pour assurer la pleine mission nationale de la médecine francophone.

Dernière censure, certainement pas la moindre, la censure progressiste héritée de la Révolution tranquille qui évide la langue française de la culture du Québec historique et qui a entraîné la désoccidentalisation progressive de l'identité québécoise en quelques décennies. Un peu comme si le Québec n'avait d'autre matière pour définir son identité que la langue française et les valeurs progressistes assimilées aux gains de la Révolution tranquille, comme la laïcité ou

l'égalité homme-femme. Fernand Dumont l'a écrit à plusieurs reprises, une langue est aussi une culture, un univers de sens où s'ouvre la possibilité d'un destin partagé. Quelquefois, on peut croire que la langue française est tout ce qui reste de la culture québécoise tout comme la souveraineté est tout ce qui reste du nationalisme québécois. Il faut pourtant assumer de nouveau l'épaisseur historique de cette culture, ce qui nous entraîne vers la question de l'école, qui transmet de moins en moins la culture québécoise pour plutôt servir de laboratoire où fabriquer un nouveau peuple conforme à l'idéologie progressiste. Le nouveau cours d'histoire est exemplaire de cette dénationalisation de l'identité québécoise, comme l'a noté Charles-Philippe Courtois dans une étude publiée par l'Institut de recherche sur le Québec<sup>20</sup>. De la même manière, le cours Éthique et culture religieuse travaille à neutraliser le patrimoine historique constitutif de l'identité québécoise en transformant l'école en laboratoire d'un multiculturalisme radical qui inversera la dynamique d'intégration pour rassembler le Québec dans une culture droit-de-l'homme sous le signe de la Charte des droits<sup>21</sup>. Devenir Québécois devrait impliquer l'intériorisation du patrimoine culturel et historique de la nation, ce qui veut dire qu'il devrait être transmis de manière décomplexé et qu'il devrait s'accoupler avec une éventuelle citoyenneté tra-  
duisant politiquement l'appartenance au Québec.

La tâche est vaste, très vaste, trop vaste certainement pour un seul mandat gouvernemental. Mais on voit toutefois autour de quelles exigences doit se penser la réorientation majeure que doit prendre la pensée nationaliste pour être à

---

20 Charles-Philippe Courtois, *Le nouveau cours d'histoire du Québec: l'école québécoise au service du multiculturalisme canadien?*, Les Cahiers de recherche de l'Institut de recherche sur le Québec, mars 2009.

21 On consultera à ce sujet le dossier paru dans *L'Action nationale* du mois de mars 2009.

la hauteur de la crise nationale et linguistique que traverse le Québec. Le nationalisme québécois ne pourra pas mener ce programme s'il ne marque pas une claire rupture avec le système idéologique dominant et le politiquement correct qui lui sert de dispositif inhibiteur. Le mouvement national actuellement en pleine renaissance intellectuelle devra faire le pari de la vérité et se délivrer des scories idéologiques du progressisme identitaire radicalement contradictoire avec la préservation de l'identité québécoise, ce qui n'ira pas de soi pour ceux qui ont assimilé toute leur vie le nationalisme à la gauche idéologique. Une telle réflexion est pourtant appelée à prendre forme politiquement pour les partis décidés à investir d'un programme d'envergure leur loyauté fondamentale à la société québécoise.

Le Parti québécois nous a annoncé une nouvelle stratégie censée mettre en son centre une gouvernance nationaliste. Il s'agit de la bonne stratégie à mener pourvu qu'il s'agisse d'une stratégie résolue à utiliser de manière maximale les pouvoirs québécois pour déconstruire le multiculturalisme d'État et assurer la nécessaire restauration de sa culture nationale. Mais aucune gouvernance nationaliste ne sera possible ni pensable sans une confrontation déclarée du système idéologique officiel et des médias qui assurent son hégémonie. Aujourd'hui, la défense de la langue française passe nécessairement par celle de l'identité québécoise et cette entreprise passe par la déconstruction du multiculturalisme comme idéologie et comme pratique politique et administrative. Aujourd'hui, la défense de la langue française est radicalement incompatible avec le maintien du multiculturalisme comme religion d'État. □

ABONNEMENT	GRILLE TARIFAIRE	
	1 an 10 numéros	2 ans 20 numéros
Abonnement	<b>73,37 \$</b> <small>(65\$ + taxes)</small>	<b>135,45 \$</b> <small>(120\$ + taxes)</small>
Abonnement de soutien	<b>175 \$</b>	<b>300 \$</b>
Étudiant	<b>42,89 \$</b> <small>(38\$ + taxes)</small>	<b>76,75 \$</b> <small>(68\$ + taxes)</small>
Institution	<b>129,81 \$</b> <small>(115\$ + taxes)</small>	<b>220,11 \$</b> <small>(195\$ + taxes)</small>
Autres pays	<b>150 \$</b>	<b>275 \$</b>
<b>Abonnement PDF</b>	<b>50,79 \$</b> <small>45 \$ + taxes</small>	<b>90,30 \$</b> <small>80 \$ + taxes</small>
	TVQ 1012563392	TPS 11901 9545

**Nouveauté!**

Trois façons de régler votre abonnement

- paiement internet sécurisé Desjardins dans notre site
- par la poste
- par téléphone

Paiement par chèque ou carte de crédit VISA ou MASTERCARD

L'ACTION NATIONALE  
82, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec) H2X 1X3  
Téléphone: 514-845-8533  
sans frais, 1-866-845-8533  
*Pour nous joindre par courriel:*  
revue@action-nationale.qc.ca  
**www.action-nationale.qc.ca**

ISSN-0001-7469

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale du Québec

Périodicité: 10 numéros par an

**L'Action nationale est membre de la SODEP: [www.sodep.qc.ca](http://www.sodep.qc.ca)**

**Envoi de Poste-Publications** - Enregistrement N° 09113 « Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP) pour nos dépenses d'envoi postal » **Canada**  
« Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à notre adresse ».